

Eric Canobbio , Michaël Bruckert
31 mai 2011

Les mondes arctiques en ébullition

Débat "Les mondes arctiques en ébullition" avec Eric Canobbio (maître de conférences en géographie, Université Paris 8) le mardi 31 mai à 19h30 au premier étage du Café de Flore, 172 bd Saint-Germain, 75006 Paris, M° Saint-Germain

Olivier Milhaud donne le coup d'envoi de ce Café Géo en présentant au public venu nombreux l'intervenant de la soirée, Eric Canobbio, Maître de conférences en géographie à l'Université Paris VII Saint-Denis, auteur notamment de *l'Atlas des Pôles* aux Editions Autrement (2007), de *Géopolitique d'une ambition inuite : le Québec face à son destin nordique* aux Éditions du Septentrion (2009) et de *Mondes arctiques : Miroirs de la mondialisation* à la Documentation photographique (n°8080, mars-avril 2011).

Claudine Chantre introduit alors le sujet : les mondes arctiques en ébullition. Poursuivant la métaphore calorique, elle invoque une récente surchauffe médiatique ayant remis la question de la géopolitique de cette région sur le devant de la scène. De la « ruée vers l'or » évoquée par le New York Times en 2005 à l'expédition russe ayant planté en 2007, à 4261m sous la surface et à la latitude du pôle Nord, un drapeau national, en passant par l'ouverture de nouvelles voies maritimes et la possible exploitation de réserves d'hydrocarbures, les journaux ont témoigné d'un regain d'intérêt pour le sujet, certains allant même jusqu'à prédire le début d'une nouvelle « guerre froide », comme le suggérait Libération le 15 août 2007. Suivant cette dynamique, un chapitre du programme de seconde était cette année consacré aux mondes arctiques.

Un regain d'intérêt pour ce territoire

Eric Canobbio prend alors la parole, rappelant qu'après la deuxième guerre mondiale l'enseignement des pôles était inscrit au programme scolaire. Cet intérêt, né de la création des expéditions polaires par Paul-Émile Victor en 1947, est ensuite retombé, l'enseignement étant retiré pour être récemment ré-introduit. A l'heure actuelle il n'est pas obligatoire, les enseignants pouvant choisir, au sein du chapitre nommé « Gérer les espaces terrestres », entre l'étude des littoraux, des risques naturels et des pôles. Bien souvent, le choix des pôles est minoré.

Eric Canobbio affirme alors que, pendant longtemps, l'Arctique était considéré comme un non-lieu. Tout se serait accéléré par une prise de conscience des enjeux liés aux matières premières et leurs corollaires que sont l'ouverture des voies maritimes et l'accès aux hydrocarbures, le tout sur toile de fond de réchauffement global dans la zone septentrionale. La médiatisation nouvelle de la région a replacé cette marge au centre de la mondialisation. Alors qu'avant les pôles étaient un territoire de la fixité, soumis à l'alternance binaire entre des longues et des courtes saisons, leur temporalité semble aujourd'hui s'accélérer par l'apparition de problématiques écologiques ou territoriales.

Claudine Chantre reprend alors la parole, demandant à l'intervenant quels sont les enjeux qui émergent derrière ce changement de statut, cette rupture majeure dans la façon dont le monde occidental voit les pôles.

Eric Canobbio considère que l'expédition des deux sous-marins russes à la verticale du pôle Nord en 2007 a créé une forte onde de choc médiatique. Pourtant, si le chef de l'expédition, Artur Chilingarov, adoptait volontiers un discours offensif, cette opération d'envergure internationale a été financée par des privés et n'a pas bénéficié de l'assentiment du président russe de l'époque, Vladimir Poutine. Les médias ont pourtant développé la thèse selon laquelle l'Arctique était un des derniers domaines où une forme de conflit de souveraineté allait s'installer. Le conférencier suggère plutôt de démêler les fils de cette pelote géopolitique : ce supposé incident a eu lieu lors d'une phase de tensions très fortes sur les prix du pétrole, couplée à une vision commune des effets du réchauffement sur la réduction de la banquise. Il considère que les journaux ont alors « tout mélangé », annonçant une nouvelle guerre froide, de nouveaux conflits entre la Norvège, les Etats-Unis, le Canada, le Danemark..., là où lui ne voyait pas un territoire de conflictualités, soutenant au contraire que les Etats riverains, qu'il qualifie de « gentlemen », allaient régler ces différends entre eux. Son seul doute portait sur les Russes et les Canadiens, défendant alors intensément certaines souverainetés, faisant de l'Arctique un point de fixation symbolique. Mais l'arrivée d'Hillary Clinton au Secrétariat d'Etat en 2009 aurait permis un apaisement général, renforcé par l'embryon de gouvernance développé par le Conseil de l'Arctique. Au vu de cette évolution, Eric Canobbio considère non sans humour que le temps polaire lui a donné raison ! En 2010, certaines agitations autour d'une zone majeure contestée en Mer de Barents ont pu laisser poindre quelques craintes, mais la négociation sur les conflits de pêche a une nouvelle fois permis aux pays impliqués de trouver un accord.

Cependant, de nombreux enjeux potentiellement conflictuels demeurent en Arctique. La seule variable qui reste mal connue pour prédire l'éventualité d'une guerre serait, aux dires du conférencier, la position future de la Russie. Depuis trois ans, le géographe voit se cristalliser une sorte de schizophrénie russe, le pays combinant une dialectique souvent musclée avec une active politique de négociations. Mais le terme de « guerre froide » reste malgré tout hors de propos.

Un Nord, des Nords

Claudine Chantre interroge alors Eric Canobbio sur les autres visions que l'on pourrait avoir de l'Arctique. Que serait un Nord vu par le Nord ? Y a-t-il plusieurs Nords, c'est-à-dire une diversité des mondes arctiques ?

Le conférencier répond d'emblée que sa discipline cherche à expliquer que l'Arctique, s'il existe, est forcément pluriel. Anthropologues, océanographes, géographes... n'auront pas la même définition de cet objet. Eric Canobbio rappelle alors quelques fondamentaux à l'auditoire. Le cercle polaire arctique délimite de manière intangible et pratique un espace de 21 millions de km² dont les deux tiers sont recouverts par un océan. Sur cette sorte de mer intérieure se découpent les grands archipels russes, le cône canadien... Il y a en fait deux manières de voir les choses : le Nord peut être vu par le Nord (vision polarocentrée) ou par le Sud.

Les développements polaires historiques illustrent eux aussi cette pluralité. La Russie tsariste, le Canada offert en 1880 par la Reine d'Angleterre, la Scandinavie et ses territoires productifs

aux mains des populations autochtones... offrent des visages divers, dont la singularité dans l'espace mondial est caractérisée par l'administration de ces terres publiques au XXe siècle. Afin de comprendre les temps présents, Eric Canobbio appelle à ne pas effacer cet héritage historique, comme par exemple l'action de grandes compagnies russes ayant dégagé de grosses plus-values par le commerce de fourrures et de pétrole.

L'animatrice demande alors au conférencier s'il existe une gouvernance polaire et, si oui, quelle est la place de la France et de l'Europe dans celle-ci.

Le géographe suggère de consulter la carte de la gouvernance de la zone arctique, réalisée par Pascal Orcier (disponible à l'adresse <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/gouvernance-zone-arctique-2011.shtml>). Il soutient aussi d'emblée que les interventions française et européenne sont consubstantielles.

On assiste en fait à un emboîtement de gouvernances régionales et trans-régionales. Par exemple, la création en 1992 du Conseil euro-arctique de la mer de Barents, conséquence de l'effondrement du bloc soviétique, a fait suite à une conscientisation des enjeux environnementaux quant à la découverte de gisements nucléaires sous scellé du KGB sur la péninsule de Kola. De même, le Canada s'est inquiété de l'arrivée de PPP, molécules qui passent dans les chaînes de l'alimentation des autochtones par la graisse de morse et de morue. S'est alors posée la question d'une plate-forme de gouvernance, permettant l'utilisation de sous-marins pour comprendre les fonds, la biodiversité qui s'y développe, les effets du réchauffement... La notion de cryosphère a aussi émergé, afin de mieux comprendre le rôle de la glace dans les échanges océans/atmosphère. En 1996 est né le Conseil de l'Arctique, regroupant les Etats riverains, à savoir le Canada, la Russie, le Danemark (par la possession du Groenland), les Etats-Unis (par l'entremise de l'Alaska), la Norvège (rôle pivot du Spitzberg, terre habitée la plus proche du pôle), la Suède, la Finlande et l'Islande.

A la question du rôle que jouent les populations autochtones dans cette gouvernance, Eric Canobbio répond qu'il s'agit là d'une donnée systématiquement évacuée ces dernières années. Il précise tout d'abord que le Conseil de l'Arctique (CA) ne dispose pas pour l'instant de pouvoir de prendre des décisions tangibles. Privilégiant le bilatéralisme, le monitoring plus que la gouvernance est son véritable but. En venant aux populations autochtones, il affirme que celles-ci ont été dès le début représentées au CA. Parmi les membres observateurs permanents, les Samis (aussi connus sous le nom de Lapons), vivant sur les territoires de la Norvège, de la Suède, de la Finlande et de la Russie, seraient environ 70 000 sur l'ensemble de la Scandinavie. Les Inuits quant à eux, présents surtout au Canada (80% au Nunavut et au Nunavik, sur des terres pétrolières) et métissés au Groenland, sont réunis au sein de l'Inuit Circumpolar Conference (ICC). La Raïon, assemblée des peuples d'Arctique et d'Extrême-Orient, rassemble 25 peuples russes. Une association transnationale réunit les Gwitchins, peuple canadien vivant au sud de l'aire des Inuits. Ces grandes structures de représentativité autochtone peuvent jouer un rôle dans le CA mais ne sont pas votantes.

Claudine Chantre demande alors à Eric Canobbio s'il existe une communauté de vision entre ces peuples ou si des tensions les opposent.

Le conférencier insiste sur la volonté de pointillisme qu'a mis en œuvre la Documentation Française pour la publication de l'ouvrage *Mondes arctiques*. Il s'agissait de construire un paysage cohérent par petites touches, par une approche psycho-sociale des revendications actuelles. La grande vitalité des populations à défendre leur identité peut d'emblée être mise

en exergue. Le terme d'autochtone désigne en fait deux réalités : tout d'abord, il fait référence à une antécédence du peuplement, et suppose donc la revendication d'une propriété foncière, mais il peut aussi impliquer un lien matriciel, symbiotique au territoire, à la Terre Mère.

Il semble difficile de dépeindre l'état complexe de ces populations. Les Inuits mesurent un indice de bien-être des communautés, complémentaire à l'IDH, témoignant d'un intérêt pour l'état de leurs membres. On peut affirmer que, nonobstant un certain malaise social, la démographie autochtone connaît une forte croissance et que certaines populations comme les Samis, moins représentés, font preuve d'une extraordinaire vitalité culturelle (littérature, poésie, films documentaires...). Eric Canobbio cherche à balayer l'idée communément admise selon laquelle la présence d'un mal-être empêcherait toute vie et toute création.

Questions du public

La parole est alors donnée à la salle. Un premier participant interroge le conférencier sur les éventuelles difficultés à cartographier l'Arctique. Ce dernier souligne effectivement que le mode de projection influe sur la représentation spatiale et la perception des rapports de force. L'ancienne représentation fournie par Mercator en 1596 faisait apparaître quatre grands morceaux de terre. De plus, l'Arctique et l'Antarctique ont été cartographiés avant d'être véritablement connus. Quelle que soit la projection choisie, il importe de comprendre que l'Arctique est totalement connecté aux Etats-Nations par la mondialisation, l'ouverture de voies maritimes, le tourisme... Le changement des facteurs de mobilité et de temps modifie ainsi la représentation que l'on peut avoir de l'espace et appelle à multiplier les cartes et les systèmes de projection.

Un deuxième participant s'intéresse à la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois (CBJNQ), signée en 1975 et ayant permis la construction d'un nouveau complexe hydroélectrique respectueux de la culture des autochtones, et se demande s'il pourrait s'agir là d'un précédent qui se reproduirait. Eric Canobbio procède à une rapide contextualisation historique, rappelant le projet de grands barrages élaboré par le gouvernement québécois en 1971. Les Cris et les Inuits se sont alors opposés à ces constructions, affirmant que la terre leur appartenait. La convention sus-citée, première du genre, a permis de négocier un règlement. Les élites, souhaitant renforcer leurs droits, sont parvenues à négocier la Paix des Braves en 2002, stipulant la nécessité d'une co-gestion du territoire avec les peuples autochtones, intégrant leurs économies et leurs enjeux sociaux et environnementaux dans le développement. Ainsi sont nées les prémices de nouveaux modèles de gestion des projets. Une communication entre les élites des différentes populations autochtones permet une meilleure gestion des subsides récupérés, une diffusion de ces processus de concertation... Ainsi, certains entrepreneurs Inuits québécois investissent-ils leurs plus-values dans des projets visant au bien-être de la communauté alors que les Samis apportent une aide juridique aux populations les sollicitant.

Bénédicte Tratnjek souhaite savoir si l'Arctique connaît les prémices d'un *land-grabing* tel que celui auquel on assiste en Afrique (http://www.cafe-geo.net/article_imp.php3?id_article=1717). Olivier Milhaud renchérit en demandant des explications sur les intérêts de la France dans cette région. Eric Canobbio rappelle alors que, si les terres polaires sont publiques à 95%, elles n'en intéressent pas moins les grandes compagnies visant l'exploitation des forêts, du pétrole, des mines, du gaz... Pour l'instant, un système de concessions favorise la location aux dépens de la vente. Pourtant, de grandes firmes multinationales (EDF, Gaz de France, Total, Gasprom, BP, Shell... pour n'en citer que

quelques unes) sont aux aguets. L'appétence est forte mais aucune terre n'a pour l'instant été achetée. Si certains territoires comme les corridors énergétiques sont sacrifiés, d'autres sont au contraire sanctifiés (notamment par des parcs naturels, tels celui que Poutine prévoit au bout de la Nouvelle Zemble). Ces deux mouvements sont, aux yeux du conférencier, parfaitement consubstantiels. Dans cet espace accueillant chaque année 1,5 million de touristes, l'émergence de pôles de densification est à prévoir, ainsi qu'une certaine fragmentation du territoire.

Précisant le rôle de la France dans ces espaces, Eric Canobbio rappelle que l'ancien premier ministre Michel Rocard a été nommé Ambassadeur des Pôles, cette nomination faisant écho au rôle majeur qu'il a jadis joué dans le protocole de Madrid pour la préservation de l'Antarctique. La France quant à elle tient sa légitimité d'un continuum scientifique unique au monde : anthropologues, écrivains, explorateurs... ont de longue date manifesté un tropisme polaire évident. Si cette implication semble plus difficile à accepter politiquement, l'Union Européenne n'en reste pas moins un acteur important, distribuant des fonds structurels afin de développer l'économie polaire. Si le Groenland a quitté l'UE pour des raisons de droits de pêche, il n'en reçoit pas moins toujours des aides. Le conférencier affirme cependant que l'UE a commis une erreur stratégique en adoptant une directive sur l'interdiction du commerce des peaux de phoque puis de leurs produits dérivés. Les Inuits, qui ne tuaient pourtant pas les bébés phoques, se sont alors considérés comme des victimes collatérales majeures d'une mesure qui les empêche de développer une activité économique prometteuse.

Est alors abordé le sujet de la pêche. Eric Canobbio informe l'auditoire que le droit de la mer n'a pas été ratifié par les Etats-Unis et que tard par le Canada. La disparition à certains endroits de la banquise en été suppose de retracer les frontières des zones d'économie exclusive. Mais l'extension de celles-ci à 350 miles nautiques de la ligne de rivage risque de faire disparaître le territoire des eaux internationales, pourtant patrimoine mondial de l'humanité. Le Canada et la Russie se livrent à ce processus d'appropriation, ayant découvert des ressources gazières sur ces plates-formes continentales.

Une participante se demande alors si le statut final de ces mers aura un impact sur la navigation. Le conférencier affirme qu'il n'y aurait pas d'économie polaire sans l'usage des deux passages que sont la route maritime du Nord côté russe et celle du Nord-Ouest au Canada. Mais, si au large du rail d'Ouessant passent chaque jour près de 150 navires, le passage du Nord-Ouest n'a été emprunté que par 126 bateaux brise-glace depuis 1903. Si ces passages sont stratégiques pour l'exploitation du pétrole, leur futur rôle dans le fret maritime est encore inconnu. Des normes de sécurité très contraignantes, notamment au Canada, freinent pour l'instant le développement de ces voies.

Une autre auditrice se demande si les indicateurs de bien-être proposés par les Inuits peuvent être récupérés dans nos pays. Eric Canobbio précise tout d'abord les quatre variables mesurées par ces indices : le taux d'échec scolaire, le gradient des relations sociales, l'insertion des jeunes dans la démocratie et l'état du logement. Celles-ci témoignent de cette identité que le conférencier rapproche de la figure de « Janus » : à ce mal-être s'associe toujours un diagnostic précis et une volonté de remède.

Invité à décrire plus en détails les enjeux liés à la jeunesse de la population, Eric Canobbio dépeint le paysage complexe d'une classe d'âge totalement connectée au monde mais en marge de la société. Si la déscolarisation, le fort taux d'alcoolisme et de suicide ébranlent les gouvernements, les opportunités offertes par la co-gestion des ressources pourraient profiter

aux programmes sociaux à destination de la jeunesse. Pourtant, il faut rester vigilant face à la fragilité de cette solution (une usine peut fermer du jour au lendemain) et ne pas négliger d'autres formations comme le tourisme, l'art, ou la transmission des savoirs comme l'élevage, l'économie pastorale... Le jeu de rapports de force n'est donc pas encore résolu. Au demeurant, les jeunes semblent être beaucoup plus politisés que leurs parents et adoptent une posture identitaire puissante, voire parfois brutale. Leur bilinguisme et leur compréhension de l'économie mondialisée pourraient être un atout efficace dans l'avenir.

Olivier Milhaud conclut ce Café Géo en remerciant chaleureusement Eric Canobbio et en suggérant aux auditeurs de consulter avec empressement les ouvrages rédigés par le conférencier du jour.

Pour consulter des cartes :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/motcle/cartotheque-monde/arctique.shtml>

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net